

Forestiers_A1

CONTRAT Forestiers_A1/S/0/aammjj/xxx

ENTRE

Raison sociale

Adresse

Code postal Lieu

ci-après l' « Entreprise »

ET

la Ville de Genève

représentée par la

Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI)

Rue Pierre-Fatio 17

1204 Genève

ci-après la « VdG »

agissant pour le compte de

Service des espaces verts

Rue de Lausanne 118

1202 Genève

ci-après le « Service »

concernant la réalisation de travaux forestiers.

Table des matières

PREAMBULE	2
I DISPOSITIONS GENERALES	3
1 Objet du contrat.....	3
2 Interlocuteur ou interlocutrice-s et répondant-e-s techniques.....	3
3 Lieu d'exécution du contrat	3
4 Durée du contrat.....	3
5 Obligation d'information des parties	4
II PRESTATIONS DE L'ENTREPRISE	4
6 Diligence.....	4
7 Obligation de collaboration	4
8 Sous-traitance	4
9 Planification et exécution du travail	5
10 Exécution - Transfert des risques.....	5
11 Environnement – recyclage en fin de vie	5
III PRESTATIONS DE LA VILLE DE GENÈVE.....	5
12 Contrôle des prestations de service.....	5
IV ASPECTS FINANCIERS	5
13 Coût des prestations de l'Entreprise	5
14 Modalités de paiement et de facturation	5
V PERSONNEL DE L'ENTREPRISE	6
15 Intervenant-e-s de l'Entreprise	6
16 Respect de la législation sur le travail et autres législations.....	6
17 Santé et sécurité au travail	7
VI EXECUTION DEFECTUEUSE DU CONTRAT.....	7
18 Garantie pour les défauts	7
19 Délai de dénonciation des défauts.....	7
20 Délais comminatoires / demeure de l'Entreprise	7
21 Prescription	7
VII DISPOSITIONS FINALES	8
22 Confidentialité.....	8
23 Propriété Intellectuelle	8
24 Responsabilité.....	8
25 Engagements de l'Entreprise	9
26 Résiliation.....	9
27 Eléments du contrat.....	9
28 Modification du contrat	9
29 Cession	10
30 Droit applicable, juridiction et for.....	10
31 Expédition	10
32 Réserve quant à la forme écrite.....	10

PREAMBULE

En date du 01.09.2021, la Centrale municipale d'achat et d'impression a lancé un appel d'offres en procédure ouverte dont l'objet figure en première page du présent document. L'adjudication a été publiée sur le SIMAP le [jj.mm.aaaa](#).

Compte tenu de ce qui précède, les parties conviennent de ce qui suit :

I DISPOSITIONS GENERALES

1 Objet du contrat

- 1.1 Le présent contrat définit les conditions auxquelles l'Entreprise exécute les prestations énoncées dans les documents d'appel d'offres.

2 Interlocuteur ou interlocutrice-s et répondant-e-s techniques

- 2.1 Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, les personnes de contact sont :

- a) du côté de la Ville de Genève (VdG) :

Prénom et nom de l'interlocuteur ou interlocutrice
Nom du BEN
Adresse complète
Téléphone
Fax
Courriel

- b) du côté de l'Entreprise :

Prénom et nom de l'interlocuteur ou interlocutrice
Nom de l'Entreprise
Adresse complète
Téléphone
Fax
Courriel

- 2.2 Les personnes mentionnées ci-dessus, ou leur suppléant-e, veillent à la bonne exécution du présent contrat.

3 Lieu d'exécution du contrat

- 3.1 Les prestations du présent contrat s'effectuent aux lieux indiqués dans les documents de l'appel d'offres.

4 Durée du contrat

- 4.1 Le présent contrat déploie ses effets pour une période de 12 mois dès sa signature.
- 4.2 Le contrat peut être reconduit, de 12 mois en 12 mois tacitement, si l'autorité adjudicatrice ne l'a pas résilié 3 mois avant sa date d'échéance, mais pour une durée totale maximale de 60 mois (y compris les 12 mois initiaux).
- 4.3 Le présent contrat est un contrat cadre à bons de commande. Au début de chaque saison, l'entreprise adjudicataire devra soumettre un descriptif détaillé pour chaque chantier incluant les prix des travaux sur la base de l'offre mentionnée dans le formulaire d'offre A ainsi qu'un planning de l'intervention. Le SEVE valide le descriptif et établit le bon de commande correspondant.

5 Obligation d'information des parties

- 5.1 L'Entreprise s'engage à informer la VdG des prescriptions et des normes relatives à l'exécution du contrat et à veiller, en particulier, aux normes de sécurité.
- 5.2 Les parties s'informent immédiatement de tout événement susceptible de compromettre l'exécution de tout ou partie du présent contrat.
- 5.3 Conformément à l'article 365 du Code des obligations, l'Entreprise signale immédiatement au service bénéficiaire toutes les anomalies et les dysfonctionnements pouvant perturber l'exécution du présent contrat, sous peine de supporter les conséquences de ces faits.

II PRESTATIONS DE L'ENTREPRISE

6 Diligence

- 6.1 L'Entreprise doit prendre toutes les mesures appropriées afin d'exécuter ses prestations avec soin et dans les délais convenus.
- 6.2 Elle répond de la correcte exécution des engagements souscrits dans l'ensemble des documents faisant partie intégrante du présent contrat.
- 6.3 Elle garantit que ses prestations présenteront les qualités requises dans l'ensemble des documents faisant partie intégrante du contrat ainsi que les qualités promises dans son offre.
- 6.4 L'Entreprise s'engage à exécuter ses prestations dans les règles de l'art et avec toute la diligence nécessaire.
- 6.5 L'Entreprise met à disposition, pour l'exécution du contrat, des collaborateurs et collaboratrices soigneusement choisi-e-s et au bénéfice d'un niveau de formation en adéquation avec la nature du contrat. Sur demande de la VdG, elle remplace sans délai les collaborateurs et collaboratrices qui ne disposent pas des connaissances nécessaires ou qui entravent l'exécution du contrat.
- 6.6 L'Entreprise garantit qu'elle est en mesure d'apporter à la VdG la formation nécessaire et adéquate à l'usage optimal de l'objet du contrat.

7 Obligation de collaboration

- 7.1 Pendant toute la durée du contrat, l'Entreprise s'engage à travailler en collaboration avec le bureau Indépendant d'ingénierie forestière désignée par la VdG dans un but commun de réaliser les prestations attendues dans les conditions requises. L'Entreprise s'engage à participer aux réunions organisées à la demande du service bénéficiaire dans l'objectif de coordonner les prestations.

8 Sous-traitance

- 8.1 La sous-traitance est autorisée pour toutes les opérations sauf les travaux mécanisés de débardage et d'abattage.
- 8.2 Au cours du contrat, la sous-traitance de l'hélicoptage et du câblage pourra être envisagée en cas de nécessité.
- 8.3 La sous-traitance doit répondre aux conditions énumérées dans les documents faisant partie intégrante du présent contrat.
- 8.4 Le recours à d'éventuels sous-traitants doit impérativement être annoncé à la VdG qui doit y donner son autorisation préalable expresse.
- 8.5 En cas de sous-traitance, l'Entreprise reste seule responsable de la qualité des travaux confiés à des tiers. Elle répond des prestations sous-traitées au même titre que des siennes propres.
- 8.6 La sous-traitance au deuxième degré est interdite. L'Entreprise doit s'assurer du respect de cette interdiction par ses sous-traitants lors de la conclusion et pendant l'exécution du contrat.

- 8.7 Les défauts découlant du fait d'un tiers mandaté par l'Entreprise sont de la pleine et entière responsabilité de celle-ci qui en répond comme des siens propres.

9 Planification et exécution du travail

- 9.1 Sauf instructions expresses de la VdG, l'Entreprise s'engage à planifier et à exécuter les prestations de manière conforme à l'ensemble des documents faisant partie intégrante du présent contrat.

10 Exécution - Transfert des risques

- 10.1 Le contrat est exécuté lorsque les prestations ont été réceptionnées et acceptées par la VdG aux lieux indiqués. Dès lors, les profits et les risques liés aux prestations passent à la VdG.

11 Environnement – recyclage en fin de vie

- 11.1 Durant toute la durée du présent contrat, l'Entreprise s'engage à prendre toutes les mesures possibles pour limiter les risques d'atteinte à l'environnement et à respecter la filière de recyclage pour les différents matériaux en fin de vie décrite dans l'offre de l'Entreprise.

III PRESTATIONS DE LA VILLE DE GENÈVE

12 Contrôle des prestations de service

- 12.1 La VdG contrôle la qualité des prestations fournies par l'Entreprise.
- 12.2 La VdG se réserve le droit de demander le changement des modalités qui ne s'avèreraient pas adéquates pour une exécution conforme au présent contrat.
- 12.3 Si l'Entreprise refuse cette demande ou n'est pas en mesure d'y donner suite, la VdG peut résilier le contrat avec effet immédiat, sans suite de frais ni d'indemnisation à l'Entreprise.

IV ASPECTS FINANCIERS

13 Coût des prestations de l'Entreprise

- 13.1 La VdG s'acquitte des coûts des prestations faisant l'objet du présent contrat conformément à l'offre de l'Entreprise annexée au présent contrat et aux volumes effectués.
- 13.2 Les chiffres mentionnés dans les documents d'appel d'offres sont des valeurs estimatives et ne représentent en aucun cas un engagement ferme de nombre ou de quantité de la part de la VdG.
- 13.3 Les coûts des prestations de l'Entreprise sont fixes pendant toute la durée du contrat, y compris durant les éventuelles reconductions.
- 13.4 L'Entreprise ne pourra se prévaloir d'une lacune ou d'un oubli dans la description du travail ou d'explications insuffisantes de la part de la VdG pour réaliser une augmentation de ses prix ni prétendre être déchargé de ses obligations.

14 Modalités de paiement et de facturation

- 14.1 L'Entreprise établit et envoie une facture pour chaque site de façon détaillée lorsque la prestation est terminée. La facturation de la partie achevée et acceptée par la VdG peut être faite mensuellement.
- 14.2 Le traitement fiscal du présent contrat doit être conforme à la Loi et l'Ordonnance fédérales régissant la taxe sur la valeur ajoutée.

- 14.3 Sur sa facture, l'Entreprise mentionnera la période de facturation ainsi que toutes les informations requises par le service bénéficiaire, notamment le numéro de bon de commande établi par le SEVE
- 14.4 Les factures sont payables dans un délai de 30 (trente) jours à compter de leur date de réception, mis à part en cas de contestation ou de mauvaise exécution.
- 14.5 En fin d'année, les dernières factures portant sur l'exercice qui se termine, doivent être en possession du service bénéficiaire au plus tard le 7 janvier de la nouvelle année, afin de permettre le bouclage comptable sans retard.
- 14.6 Comme prévu à l'article 20A du règlement des marchés publics, en cas de créances de salaire impayé des travailleurs ayant participé à la réalisation du marché sur le territoire genevois, la VdG peut :
- conditionner le paiement du prix à la preuve du paiement des salaires et charges sociales des travailleurs et travailleuses ayant participé à la réalisation du marché ;
 - retenir le montant d'éventuelles créances de salaire impayé. Les montants retenus ne portent pas intérêt.

V PERSONNEL DE L'ENTREPRISE

15 Intervenant-e-s de l'Entreprise

- 15.1 L'Entreprise n'emploie que du personnel qualifié et dûment formé, conformément à son offre.
- 15.2 L'Entreprise est tenue de remplacer dans les meilleurs délais le personnel qui ne possède pas les compétences requises, qui entrave d'une autre manière l'exécution du présent contrat ou ne peut plus assumer ses tâches pour des causes inhérentes aux travailleurs et travailleuses telles que maladie, accident, décès ou démission.
- 15.3 La VdG se réserve le droit de demander, en tout temps à l'Entreprise, la liste nominative et détaillée du personnel chargé de l'exécution du présent contrat. Ces documents devront être fournis dans un délai maximum de 10 jours.

16 Respect de la législation sur le travail et autres législations

- 16.1 L'Entreprise déclare expressément connaître les conditions salariales et sociales de travail du canton de Genève telles qu'elles découlent de la législation, des conventions collectives et des usages professionnels ainsi que les appliquer à son personnel.
- 16.2 L'Entreprise déclare expressément que le personnel chargé de l'exécution du présent contrat est suisse ou au bénéfice d'un permis de travail valable.
- 16.3 Par ailleurs, l'Entreprise déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, de même que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- 16.4 De plus, l'Entreprise s'engage à respecter la loi fédérale sur l'égalité entre hommes et femmes, en particulier les dispositions relatives aux conditions salariales.
- 16.5 Les obligations fixées dans le présent article s'appliquent à l'Entreprise pour toute la durée du présent contrat. Celle-ci est également tenue de veiller à ce que ses éventuels sous-traitants respectent ces obligations.
- 16.6 Si l'Entreprise et/ou d'éventuels sous-traitants ne respectent pas ses obligations, l'Entreprise devra s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard de la VdG. La peine correspond à 10% du montant de la projection annuelle des coûts de prestations toutes taxes comprises par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à CHF 3'000.- ni supérieure à CHF 100'000.-.

17 Santé et sécurité au travail

- 17.1 Conformément à l'art. 9 de l'Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (OPA) du 19 décembre 1983, l'Entreprise prend toutes les mesures nécessaires en matière de santé et sécurité au travail pour son personnel. En particulier, elle dispense une formation pour la sécurité au travail à tous ses collaborateurs et collaboratrices.
- 17.2 L'Entreprise s'engage, pour elle-même et pour ses éventuels sous-traitants, à respecter toutes les dispositions fédérales et cantonales concernant la santé et la sécurité au travail applicables au présent contrat.

VI EXECUTION DEFECTUEUSE DU CONTRAT

18 Garantie pour les défauts

- 18.1 Dans les cas de garantie en raison de défauts, la VdG a le libre choix, ou de résilier le contrat, ou de réclamer une indemnité pour moins-value, ou de faire exécuter la prestation de service par un tiers aux frais de l'Entreprise ; la VdG a le droit, de plus, de demander des dommages et intérêts lorsque l'Entreprise est en faute.
- 18.2 L'ensemble des mesures prises en cas de défaut sont à la charge de l'Entreprise.
- 18.3 Dans le cadre de la garantie pour les défauts, les choses remplacées ou réparées, y compris pour les prestations de service, sont couvertes par une garantie pour les défauts d'une durée équivalente.

19 Délai de dénonciation des défauts

- 19.1 Le délai de dénonciation des défauts est de deux ans à compter de la réception de la prestation.
- 19.2 Pendant la durée du délai de dénonciation des défauts, la VdG a le droit de faire valoir en tout temps les défauts, de quelque nature qu'ils soient.
- 19.3 Après l'expiration du délai de dénonciation des défauts, l'Entreprise répond encore des défauts cachés, soit ceux que la VdG ne découvre qu'après l'expiration du délai de dénonciation des défauts. Ceux-ci doivent être signalés dans les 30 jours ouvrés dès leur découverte.

20 Délais comminatoires / demeure de l'Entreprise

- 20.1 En cas d'inobservation des délais fixés dans le présent contrat, le cahier de soumission et le cahier des charges, l'Entreprise tombe automatiquement en demeure conformément à l'article 102 du Code des obligations, sans interpellation de la VdG.
- 20.2 L'Entreprise en demeure devra une peine conventionnelle à la VdG, égale à 1 % du coût de la prestation objet de la demeure par jour de retard, mais au maximum 50 % du coût de la prestation objet de la demeure.
- 20.3 L'Entreprise déduit le montant de la peine conventionnelle de la facture concernée.
- 20.4 La peine conventionnelle est due même si les prestations ont été acceptées sous réserve.
- 20.5 Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas l'Entreprise de ses autres engagements.
- 20.6 Sont réservées toutes prétentions en dommages-intérêts que la VdG pourrait faire valoir envers l'Entreprise en cas de demeure.

21 Prescription

- 21.1 Les délais de prescription des actions en garantie sont ceux prévus par la loi, mais ne peuvent en aucun cas être inférieurs à deux ans.

VII DISPOSITIONS FINALES

22 Confidentialité

- 22.1 Les parties traitent de manière confidentielle l'ensemble des informations et des données issues de la présente relation contractuelle, qui ne sont ni publiques, ni généralement accessibles, même si elles ne sont pas signées comme confidentielles.
- 22.2 Cette obligation de confidentialité s'étend au personnel que les parties chargent d'exécuter le présent contrat et éventuels sous-traitants ou intervenant-e-s.
- 22.3 Elle s'applique également aux faits et données dont le caractère confidentiel est incertain.
- 22.4 Elle prend effet avant même la conclusion du contrat et subsiste après la fin de celui-ci et l'accomplissement de la prestation convenue.
- 22.5 Les parties fixent les règles de confidentialité dans le contrat qu'elles concluent avec le personnel qu'elles chargent d'exécuter le présent contrat ainsi que tout tiers mandaté (sous-traitant) pour exécuter tout ou partie du présent contrat.
- 22.6 La publicité et les publications d'une partie faisant mention de ses relations commerciales avec l'autre partie requièrent l'accord écrit de cette dernière, les informations relatives à la présente relation contractuelle étant soumise au secret d'affaires.

23 Propriété Intellectuelle

- 23.1 L'ensemble des droits de propriété intellectuelle, tant patrimoniaux que moraux, résultant de l'exécution du présent contrat sont cédés par l'Entreprise qui déclare en être titulaire, à la VdG, après paiement du prix convenu et sans rémunération complémentaire.
- 23.2 L'Entreprise s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle par les biens ou services fournis, et à prendre à sa charge tous les frais résultant d'une telle violation, en ce compris les dommages et intérêts éventuels. Elle s'engage, si nécessaire, à remplacer, à ses frais, les biens ou services fournis à la VdG par d'autres biens ou services ne comportant pas une telle violation.
- 23.3 La VdG s'engage à informer immédiatement l'Entreprise de toute demande d'indemnisation d'un tiers en raison d'une violation des droits de propriété intellectuelle ainsi qu'à lui fournir tous les documents nécessaires à sa défense, sous réserve de l'obligation de respecter le secret.

24 Responsabilité

- 24.1 L'Entreprise est responsable de la bonne et fidèle exécution du présent contrat en particulier des dommages résultant de la violation de ses obligations contractuelles. Si des biens et/ou du matériel liés à l'exécution du présent contrat se perdent ou s'endommagent, l'Entreprise doit réparer l'entier du dommage ou de la perte. Sont réservées toutes prétentions en dommages-intérêts que la VdG pourrait faire valoir contre l'Entreprise.
- 24.2 L'Entreprise répond du comportement de ses auxiliaires, comprenant notamment ses employés-e-s et éventuels sous-traitants. Les fournisseurs de matériaux sont également assimilés à des auxiliaires.
- 24.3 L'Entreprise s'engage à conclure, à ses frais, toutes les autres assurances nécessaires à l'exécution du présent contrat. L'Entreprise doit être au bénéfice d'une assurance responsabilité civile adaptée aux risques de l'activité concernée. Sauf convention contraire, la couverture d'assurance doit être d'au minimum cinq millions par sinistre.
- 24.4 L'Entreprise s'engage à conclure, à ses frais, toutes les autres assurances nécessaires à l'exécution du présent contrat. Elle sera tenue de fournir, à la demande de la VdG, les attestations d'assurance correspondantes.

25 Engagements de l'Entreprise

- 25.1 Durant toute la durée du présent contrat, l'Entreprise s'engage à respecter les conditions de participation de l'appel d'offres prévues à l'article 32 du Règlement genevois sur la passation des marchés publics (L6 05.01) ainsi que toutes les autres conditions comprises dans les documents faisant partie intégrante du contrat (point 28.1 contenu du contrat).
- 25.2 L'Entreprise s'engage également pour d'éventuels sous-traitants.
- 25.3 En cas de non-respect de l'alinéa 1 du présent article, la VdG se réserve le droit de résilier le contrat de manière anticipée ou immédiate et sans indemnité.
- 25.4 Les articles du Règlement genevois sur la passation des marchés publics (L6 05.01) demeurent applicables, notamment son article 48.
- 25.5 Modification du cahier des charges
- 25.6 La VdG se réserve le droit de modifier le cahier des charges en fonction des besoins du service.
- 25.7 Toute modification majeure du cahier de charges fera l'objet d'un avenant au présent contrat.

26 Résiliation

- 26.1 La VdG a le droit de résilier sans indemnité aucune le présent contrat en tout temps et avec effet immédiat notamment lorsque :
 - a) l'Entreprise viole toute obligation découlant du contrat ;
 - b) une procédure de faillite ou de liquidation est ouverte contre l'Entreprise ou lorsque l'Entreprise dépose une demande de sursis concordataire, de faillite ou de liquidation ;
 - c) un cas d'insolvabilité, de poursuite, de séquestre, de saisie dont l'Entreprise serait l'objet ;
 - d) l'Entreprise ne paie pas ses sous-traitants ou fournisseurs ou les pénalités qu'elle doit à la VdG ;
 - e) l'Entreprise viole son obligation de respect des conditions de participation selon les documents du dossier d'appel d'offre.
- 26.2 La résiliation est effectuée sans préjudice et autre droit et/ou prétentions de la VdG résultant du contrat.

27 Eléments du contrat

- 27.1 Font partie intégrante du présent contrat, dans l'ordre de priorité suivant :
 - a) le présent contrat proprement dit signé par les deux parties ;
 - b) le dossier d'appel d'offre y compris les réponses écrites apportées aux éventuelles questions des soumissionnaires ;
 - c) tout autre document désigné comme faisant partie intégrante de l'appel d'offres ;
 - d) l'offre de l'Entreprise du [jj.mm.aaaa](#).
- 27.2 En cas de divergences de termes entre le présent document et ses parties intégrantes, les termes du présent document prévalent.
- 27.3 En cas de contradiction entre les documents contractuels de même rang, le document le plus récent prévaut.
- 27.4 Les conditions générales de l'Entreprise, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont pas applicables au présent contrat.

28 Modification du contrat

- 28.1 Le présent contrat peut être modifié en tout temps, par écrit et d'un commun accord entre les parties.

29 Cession

- 29.1 Le présent contrat et les droits et obligations qui en découlent ne peuvent pas faire l'objet d'une cession totale ou partielle de la part d'une des parties, sans l'accord préalable écrit de l'autre.

30 Droit applicable, juridiction et for

- 30.1 Le droit suisse est exclusivement applicable au contrat ainsi qu'à tout rapport de droit découlant du présent contrat, à l'exclusion de la convention de Vienne sur le contrat de vente internationale de marchandise du 11 avril 1980.
- 30.2 En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher prioritairement une solution à l'amiable.
- 30.3 En cas d'échec des négociations, les tribunaux compétents sont ceux de la République et canton de Genève.

31 Expédition

- 31.1 Le présent contrat est établi en 3 exemplaires de même teneur.
- 31.2 L'Entreprise en reçoit un exemplaire et la VdG 2 exemplaires.

32 Réserve quant à la forme écrite

- 32.1 Le présent contrat n'est valable que s'il est signé par chacune des parties.

Genève, le jj.mm.aaaa

Fait en 3 exemplaires

Genève, le

Entreprise

Genève, le

Ville de Genève

Prénom Nom
Titre

Prénom Nom
Titre

Prénom Nom
Titre

Prénom Nom
Titre